

Fraternité



Direction Générale Des Finances Publiques

Le 24/05/2022

Direction départementale des Finances Publiques de Haute-Corse

Pôle d'évaluation domaniale Square Saint Victor CS 50110

20291 BASTIA CEDEX

mél.: ddfip2b.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Julien Fantino

téléphone: 04 95 32 88 21

courriel: julien.fantino@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS: 8248906

Réf LIDO/OSE: 2022-99999-23374

Le Directeur départemental des Finances publiques de Haute Corse

à

Monsieur le Maire de Bastia

RAPPORT D'ÉVALUATION AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : Parcelles AO 533, 534 et 535

Adresse du bien : Rue Saint Angelo, 20 200 Bastia

Département : Haute-Corse

Valeur vénale : Valeur totale de 12 000€ ventilée ainsi :

Parcelle 533: 1 250 €
Parcelle 534 : 350 €
Parcelle 535 : 10 400 €

02B-212000335-20220915-2022010916cessi-DE

Accusé certSERVIGE CONSULTANT

Réception par le préfet : 30/09/2022 Mairie de Bastia

affaire suivie par : Josepha Negroni

2 - DATE

de consultation : 25/03/2022 de réception : 25/03/2022

de visite : 23/05/2022

de dossier en état : 24/05/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession de parcelles à des particuliers

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Les parcelles sont situées à l'arrière d'un immeuble donnant sur la Rue Saint-Angelo et ne sont accessibles qu'après être passé sous un porche et avoir gravi deux escaliers en pierre. Les trois parcelles objet de l'évaluation sont situées en ligne sur une même terrasse.

Totalement enclavées, elles développent une emprise foncière de 173 m² (33 m² pour la parcelle 533, 15 m² pour la parcelle 534 et 125 m² pour la parcelle 535). Le terrain qui est en friche complète avec un arbre central luxuriant, est bordé d'un grand mur qui disparaît sous les plantes grimpantes. À ses deux extrémités est et ouest, se situent deux bâtis en béton dans un état dégradé pour le plus grand (sol en béton, toit en tôle ondulée) et en ruine presque complète pour l'autre.

5 - SITUATION JURIDIQUE

Bien de la commune de Bastia libre de toute occupation.

6 - URBANISME – RÉSEAUX

Zone U, UAb.

Emplacement réservé n°ER 21 pour les 3 parcelles - Périmètre ABF

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

24/05/2022

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La méthode utilisée est celle de la comparaison.

Ce terrain enclavé ayant épuisé son potentiel de constructibilité sera évalué en nature de terrain d'agrément auquel sera ajouté la valeur des deux constructions existantes sachant que l'une est à l'état de ruine et que l'autre est délabrée. La valeur vénale totale retenue est estimée à la somme de 12 000€. En effet, la parcelle 533 est évaluée à la somme arrondie de

02B-212000335-20220915-2022010916cessi-DE Accusé Certifie execusoile parcelle 534 est elle évaluée à la somme de 350 € et enfin la parcelle 535 à la Récepisonme de 350 € et enfin la parcelle 535 à la

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

1 an.

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

Touling

Fantino Julien, Inspecteur évaluateur des Domaines

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02B-212000335-20220915-2022010916cessi-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/09/2022